

ISSN - 0760 - 5404

l'unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine - N° 141 - OCTOBRE 2001 - 5 francs - 0,76 euros

International
Edito

La Fête de la Rose

Ce que vous auriez du lire dans Ouest-France

Lionel Jospin à Rennes

Universités d'été

Elections municipales de Redon

page 2

page 3

page 4

page 5

page 6

page 7

page 8



Jean-Michel BOUCHERON

le 12 septembre 2001

Député - Rapporteur du budget de la Défense

«Jamais sans doute les écrans de télévision n'avaient à ce point capté, capturés nos regards. Immédiatement après le sentiment d'horreur, c'est la compassion

aux victimes et à leurs familles qui vient à l'esprit. Pendant de longues semaines, de longs mois, New-York va extraire des corps des débris de l'ancien plus grand centre d'affaires du monde. Le traumatisme de l'Amérique est profond et durable, historique au plein sens du terme. Notre solidarité au peuple américain est en cet instant instinctive. Elle doit être aussi le fruit de la raison. En effet, les vraies cibles de cette attaque ne sont ni New-York, ni les États-Unis mais les valeurs de l'occident, toutes nos valeurs, celles dont nous pouvons être fiers, les droits de l'Homme, la démocratie, le développement mais aussi nos perversions que sont l'excès de

matérialisme, l'hégémonie culturelle, les écarts de richesse. Il nous faut donc, avec la même détermination, à la fois défendre nos valeurs et combattre nos perversions, ces deux mouvements doivent être indissociables si nous voulons être crédibles aux yeux du monde.

La période qui s'ouvre est extrêmement délicate. Nous sommes et resterons solidaires de l'Amérique qui vient de perdre 6 000 de ses fils, mais d'une Amérique qui va punir avec une exceptionnelle sévérité ceux qui lui ont fait la guerre, puisque c'est de cela qu'il s'agit. Ces événements ne seront pas moins traumatisants que ceux d'hier. Le fondamentalisme islamique ou plus exactement le fondamentalisme sunnite basé essentiellement en Afghanistan et au Pakistan est au centre de la cible.

La responsabilité politique de la France en ces circonstances va être majeure, celle d'éviter les amalgames. Le fondamentalisme sunnite, ce n'est pas le monde musulman, ce n'est pas le monde arabe, ce ne sont pas les Palestiniens, ce

n'est même pas l'Iran ou la Syrie. Il nous faut espérer que les dirigeants américains auront, malgré la circonstance dramatique dans laquelle ils prendront leur décision, la clairvoyance de distinguer en ce monde compliqué les vrais et seuls fautifs. Pour les fondamentalistes qui sont, au sens premier du terme, des fanatiques, le conflit du Proche-Orient n'est qu'un alibi, leur guerre est en fait et seulement une guerre sainte. Ce devoir de pédagogie politique est de la plus grande importance. Lui seul préservera la société française de terribles et mortelles tensions religieuses. Les musulmans de France, faut-il le rappeler, n'ont rien à voir avec cet obscurantisme. Les dirigeants arabes eux-mêmes devront avoir le courage de combattre ces groupuscules et les monarchies pétrolières celui de cesser ces aides irresponsables aux terroristes. Jamais depuis la deuxième guerre mondiale, ou la crise de Cuba, l'équilibre du monde n'a été aussi fragile, restons fidèles à nos valeurs et peut-être plus que jamais à celle de fraternité».

DÉCLARATION DU CONSEIL FÉDÉRAL sur la politique internationale

Le 28 septembre 2001

Le nouveau siècle s'ouvre sur le terrorisme le plus meurtrier, dans un monde déchiré où résonnent les bruits de la guerre et de nouvelles destructions.

Socialistes, nous devons être porteurs d'une alternative. Nous devons opposer une vision pour la paix, le partage des richesses aux fractures d'un monde toujours plus inégalitaire, aux ravages de l'obscurantisme fanatique et de la violence aveugle. Nous devons construire un monde juste et sûr pour tous les peuples. Nous devons mener la lutte pour la démocratie, contre le terrorisme et pour la paix, en refusant tout amalgame, toute guerre des civilisations contre les Musulmans ou les peuples arabes.

L'accroissement de la pauvreté et l'affaiblissement des États dans les régions du Sud à la suite des plans

d'ajustement structurels, ont facilité la dislocation des nations fragiles. Des pays entiers sont ravagés par les affrontements entre clans luttant pour le contrôle des richesses du sous-sol, pétrole, diamants, minerais, etc. La plupart des conflits armés des vingt dernières années ont ainsi été des guerres civiles opposant forces gouvernementales et armées rebelles. Dans la mondialisation d'aujourd'hui, à la concentration de la puissance au Nord d'un côté répond l'atomisation ethnico-politique de l'autre. Le regain des ethnicismes, le repli sur des identités refuges, l'intégrisme religieux ouvrent la voie au fanatisme guerrier et à l'utilisation cynique du terrorisme par des forces de régression.

Il est urgent que les socialistes proposent un réel projet alternatif global et d'autres règles pour le monde

de demain en lien avec le nouveau mouvement social mondial en construction.

Sans débouché politique le mouvement social risque de s'essouffler et les obscurantismes, les fanatismes canaliseront alors les maux de la planète.

Cette bataille est essentielle aujourd'hui si nous ne voulons pas être les spectateurs d'un affrontement entre la démocratie et les fondamentalismes se faisant porte-parole des miséreux à l'assaut des riches démocraties.

La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste appelle tous les hommes et les femmes de progrès à se mobiliser avec leurs organisations, associations et syndicats à porter la volonté de construire une alternative à l'ordre actuel du monde.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 13 septembre 2001

«La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste exprime sa vive émotion et sa compassion aux victimes et au peuple américain.

Face aux terroristes, la collectivité internationale doit manifester sa solidarité et sa détermination à ne pas laisser impunie cette atroce folie meurtrière.

La légitime défense de la sécurité et de la dignité des peuples doit être énergique et adaptée : elle doit aussi réfuter la logique terroriste, c'est-à-dire tous les amalgames odieux. L'ennemi, c'est le fanatisme quel que soit son masque. Personne d'autre.

Aujourd'hui comme hier, la barbarie peut être efficacement combattue. Mais c'est une réponse résolue et digne qui est indispensable.

Pierre SOUBESTRE,
Porte-parole
de la Fédération.



Chiche !

La droite se gausse des socialistes qui ont lancé une campagne d'explication pour défendre le bilan de l'action menée par le gouvernement de Lionel Jospin. Démarche politiquement classique et pouvant être prometteuse, si en échange, elle avait à nous opposer un autre bilan : celui de Jacques Chirac par exemple.



Par
Jean-Claude du CHALARD
*Premier Secrétaire
Fédéral
Conseiller Régional
de Bretagne*

Imaginons ce que pourrait être celui de Jacques Chirac. Une première période avec Alain Juppé, ayant pour trame la déréglementation du secteur public, avec notamment la création d'impôts nouveaux. N'oublions pas non plus la remise en cause de la Sécurité Sociale et du Service des Retraites.

Cette période se termine par une campagne de dramatisation sur l'avenir économique de notre pays s'achevant par la dissolution de l'Assemblée Nationale. On a vu comment les Français ont renvoyé les Cassandre dans leurs foyers avec soulagement.

Une deuxième période, celle de la cohabitation, où effets de manches et photos en tout genre font croire à une pensée politique cohérente, sans oublier le climat délétère des affaires de la Mairie de Paris. Là aussi, on a vu comment les Parisiens ont réagi.

Alors, chiche, bilan contre bilan et demandons aux Français de choisir. Ce sera chose réalisée au printemps prochain.

REPAS DE LA CIRCONSCRIPTION RENNES-SUD

Jean-Michel BOUCHERON

Député

Jeannine HUON

vous invitent à participer à

FÊTE ET POLITIQUE

à la salle des fêtes de Vern-sur-Seiche

le

VENDREDI 7 DÉCEMBRE

19 h 30

Au programme de la Fête : mot de Jean-Claude HAIGRON, Maire, et intervention de Jean-Michel BOUCHERON
Au menu : apéritif, paëlla, fromages, dessert, café et soirée dansante.

**inscriptions par téléphone
au 02 99 79 54 52**

La fédération



du PS d'Ille-&-Vilaine
est sur internet

Sur ce site fréquemment mis à jour, vous pourrez trouver les rubriques suivantes :

- Le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (Unité 35, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de la gauche plurielle.
- Les positions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socialistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

<http://perso.wanadoo.fr/fede35.parti-socialiste>
Email : fede35@parti-socialiste.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35 arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35:

45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Ville : _____

(5 francs le numéro - 10 numéros par an).
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).

FÊTE DE LA ROSE

La fête de la Rose, édition 2001, avait pour objectif de renforcer le moral des militants et des sympathisants en cette année électorale. Objectif atteint ! Outre la participation au repas d'ouverture de la fête, les forums animés par les parlementaires rassemblèrent de nombreuses personnes qui auraient pu débattre longtemps... Pendant ce temps, le ministre Mélenchon était assailli de questions auxquelles il se faisait un devoir de répondre.

Puis vint le temps des discours... Jean-Claude du Chalard souhaita la bienvenue à Jean-Luc Mélenchon, rappelant qu'il avait signé en 1984 son appel aux laïcs, et que, déjà, Jean-Luc Mélenchon avait pu lui redonner *«l'espoir et envie de se battre»*.

En quelques mots simples, Jean-Luc Mélenchon a rempli sa mission. Le ministre a convaincu chacun de la nécessité de gagner les prochaines élections, sachant *«ce qu'il en coûte au peuple des travailleurs de ce pays quand on a perdu»*. Refusant de laisser le débat se réduire à une polémique judiciaire, il nous a alerté sur la nécessité de rappeler le bilan désastreux des politiques de droite et comment, face au libéralisme, *«la France a été préservée et sauvée par la gauche de 1981 à 1995»*.

Au-delà du bilan, il faut un projet : dénonçant la vision *«mystico-monarchique»* de la droite, il lui oppose un projet du candidat de la gauche s'appuyant *«sur la réflexion collective du mouvement socialiste tout entier... les syndicalistes, les élus, les militants, les jeunes»*.

La France, «maillon fort de la résistance à la mondialisation libérale».

Puis évoquant l'enjeu de l'élection, il a montré la nécessité de construire *«une alternative au modèle unique de l'universalisme américain du libéralisme»*. Analyse qui prend tout son sens au moment où l'on constate la méconnaissance qu'ont les Américains, des autres cultures avec le contenu des rations alimentaires parachutées en Afghanistan ! Deux jours avant le crime du World Trade Center,

Jean-Luc Mélenchon insistait sur la souffrance des peuples victimes de la mondialisation libérale et sur l'obligation d'y opposer, à l'instar de la France refusant l'AMI et promouvant la taxe Tobin, un monde bâti sur des règles. La mondialisation vécue pendant 20 ans est une *«voie qui ne peut finir que dans des désastres sociaux, des désastres écologiques»*.



Objectif atteint !

Les socialistes, les militants de gauche sont les instituteurs du peuple au quotidien.

Alors, il faut s'appuyer sur le travail de la gauche au pouvoir : *«Nous sommes la quatrième puissance du monde grâce au progrès social, que nous sommes capables de construire dans notre pays»*. Et en premier, grâce au plein emploi. Luttant contre le *«chômage de masse»*, le gouvernement a obtenu le retour à l'emploi d'un million de personnes... plus que dans tous les autres pays d'Europe (en nombre et en proportion) *«qui eux, paraît-il, en appliquant les remèdes de cheval qui sont proposés par les libéraux, étaient censés provoquer un immense retour au travail. Nous, nous l'avons fait dans cette espèce de quasi-goulag, si l'on en croit la presse anglo-saxonne, qui fait que nous décidons par la loi de faire les 35 heures. On est les seuls à faire ça, les 35 heures, justement»*.

En ce qui concerne le rôle des services publics, le ministre a été clair et a demandé aux socialistes de ne pas oublier que *«quand ils viennent protester qu'on ne fait pas assez pour la police, pour la santé, qu'ils ont été pour le gel de l'emploi public, aujourd'hui nous devons rattraper à marche forcée tous les emplois qu'ils n'ont pas créés et les gens qu'ils n'ont pas préparés»*.

Et nous voyons bien, comment les grandes entreprises supplient l'aide de l'Etat lorsqu'elles sont en difficulté par exemple après la catastrophe de Toulouse... après que leurs représentants politiques, Douste-Blazy en tête, dénoncent l'existence d'une politique forte de services publics

Pour toutes ces raisons, la gauche doit entrer en campagne. Insistant sur la nécessité de préserver le cadre de la gauche plurielle, il dénonce la stratégie *«criminelle»* à l'égard des travailleurs de ceux qui veulent *«renvoyer dos-à-dos droite et gauche»*. Persuadé qu'*«un sérieux avec une dose d'austérité»* appuyé sur un projet, et *«d'agité un peu diminué»* tentant d'utiliser la situation internationale pour masquer son absence de projet (mener une politique réactionnaire n'est pas un projet mais une régression !), les Français choisiront : *«Jospin, la France en a besoin»*.

Une fête réussie

La réussite d'une fête se mesure à l'affluence, aux retombées médiatiques, mais également à la chaleur militante, à la convivialité et à la participation des militants à l'organisation. Et, sur tous ces points, la fête 2001 a été une réussite... Le repas, les forums, l'affluence aux discours, la musique et les jeux, mais également les stands ont fait le plein. On a même atteint des records au stand librairie, tandis que le stand huître accueillait Jean-Luc Mélenchon à la bonne franquette. Dans quelques jours, les militants qui se sont mobilisés avec l'équipe fédérale pour assurer le succès de la fête se réuniront pour en faire le bilan, afin de mieux préparer les prochains événements fédéraux... Mais nous serons également attentifs à prendre en compte les réflexions et propositions de tous les militants et sympathisants qui peuvent être adressées par courrier ou par message électronique.

Cyrille MOREL
Secrétaire Fédéral

en charge de l'organisation des manifestations

Les discours sont en intégralité
sur le site de la Fédération :
<http://perso.wanadoo.fr/fede35.parti-socialiste>



Ce que vous auriez du lire dans *Ouest-France*



Un article paru le 9 octobre dernier dans *Ouest-France* laissait entendre que «le clivage gauche-droite» était «aboli» au sein du «Conseil Municipal de Rennes». Ce compte-rendu portait sur les vœux soumis au vote de la séance de la veille, relatif au débat sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne. Sa lecture m'a fait adresser à la rédaction de *Ouest-France* les quelques remarques suivantes, pour que les lecteurs puissent bénéficier d'une information incontestable.

«D'une part, l'ambiance de cette séance était sereine et les interventions des élus et groupes politiques étaient empreintes de sérieux.

D'autre part, Edmond Hervé n'a fait que rappeler, très tranquillement, sa position déjà largement connue et exprimée dans les colonnes de ce quotidien et procéder à un appel nominatif pour les votes.

Enfin, l'article en cause énonçait que «plusieurs socialistes» avaient soutenu le vœu présenté par les Verts. Or seul, un conseiller socialiste n'a pas voté l'amendement proposé par le groupe Parti Socialiste».

A ce jour, ce rectificatif n'est toujours pas publié. Aussi, j'ai souhaité que les lecteurs de *l'Unité 35* puissent bénéficier de cette information et des questions soulevées par les vœux ci-contre.

Yves PRÉAULT
*Président du Groupe Socialiste
de la Ville de Rennes*

Vœu du groupe «les Verts» pour la réunification administrative de la Bretagne.

La Bretagne dispose d'un ensemble de références culturelles fortes et identifiées qui participe à sa cohésion et à son dynamisme et favorise son épanouissement au sein de l'Union Européenne. Trente ans après le nouveau découpage administratif des régions, on constate un fort sentiment d'appartenance des habitants des cinq départements y compris ceux de la Loire-Atlantique à la Bretagne.

Ainsi, le Conseil Général de Loire-Atlantique vient de demander l'organisation d'un large débat sur un rattachement à la région Bretagne.

Le Conseil Régional de Bretagne vient de se prononcer à la quasi-unanimité en faveur de la réunification de la Bretagne en soulignant le risque d'une dilution de la Bretagne dans un grand-ouest aux contours et à l'identité mal définis et en souhaitant que le débat national sur la décentralisation soit l'occasion d'une réflexion sur l'évolution du découpage des régions.

La Ville de Rennes, capitale de la Bretagne, doit participer pleinement à ce débat.

Dans le cadre d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire, une réunification administrative de la Bretagne historique est pertinente dans de multiples perspectives : historique, culturelle, économique, géographique, sociale et environnementale.

C'est pourquoi le Conseil Municipal de Rennes :

- Demande qu'une nouvelle étape de la décentralisation permette entre autres une réflexion sur l'évolution du découpage des régions.
- Demande que soit engagé le débat visant à conduire vers la réunification administrative de la Bretagne.
- Souhaite que ce débat soit le plus large possible associant les régions et collectivités territoriales concernées.

Adopté par le groupe «Vert», par le groupe de «l'Union de l'Opposition», par la représentante de «l'UDB», et Jean Normand.

Amendement présenté par
Yves Préault,
*Président du groupe socialiste
au projet de vœu déposé
par le groupe «Vert».*

La Bretagne dispose d'un ensemble de références culturelles fortes et identifiées qui participe à sa cohésion et son dynamisme et favorise son épanouissement au sein de la France et de l'Union Européenne.

Afin de dépasser les blocages inévitables qui sont nés dans ce débat entre ceux qui sont favorables à «une grande région fédératrice» englobant la Bretagne et ceux qui se déclarent favorables à une Bretagne à cinq départements.

Afin de favoriser le rapprochement entre la Région Bretagne actuelle et la Loire-Atlantique.

Afin, de plus, de soutenir une dynamique régionale tant au niveau national qu'au niveau international.

Le Conseil Municipal de Rennes propose concrètement de poursuivre et de développer les coopérations opérationnelles, de bâtir des collaborations efficaces, de faire vivre des institutions qui déjà regroupent la Loire-Atlantique avec les quatre autres départements bretons (Conseil Culturel, Institut Culturel, Agence Technique Régionale, Union Universitaire), de demander à l'ensemble des collectivités territoriales concernées et particulièrement aux deux régions d'organiser les échanges et concertations nécessaires permettant de clarifier les objectifs des uns et des autres, et de bâtir une solution d'avenir acceptée par les assemblées représentatives et portées par les souhaits de la population.

Adopté par les membres du Groupe socialiste

à l'exception de Jean Normand.

Adopté par les membres du Groupe communiste.

Adopté par les membres du Groupe radical (PRG).

Lionel Jospin à la rencontre des militants

Dans chaque région de France ont été organisés de larges débats publics afin de définir les ambitions d'un modèle européen de société. Le Premier ministre a conclu le Forum régional de Rennes portant sur l'avenir de l'Europe, le 29 octobre 2001. Après sa visite officielle, Lionel Jospin a rencontré les militants socialistes à l'Aire Libre de Saint-Jacques.

En offrant, au nom des militants d'Ille-et-Vilaine, un recueil intitulé « les outils de la passion » au Premier Ministre, Jean-Claude du Chalendar l'invitait à se ressourcer pour faire avancer « l'invention du possible » allusion au livre de Lionel Jospin : « Sache que tous les militants d'Ille-et-Vilaine, tu le sais très bien, seront activement à tes côtés le moment venu. Je t'ai connu comme Premier Secrétaire National, comme Ministre, comme Premier Ministre. J'espère que la prochaine fois que nous t'accueillerons ici, ce sera en tant que Président de la République. Bon courage Lionel et sache toute notre amitié ».

Intervention de Lionel Jospin

« Cher Jean-Claude, mes chers amis,

Je suis vraiment heureux de vous retrouver. Je vous remercie d'être venus nombreux en cette fin de journée. Je ne peux pas rester longtemps car je dois accueillir, tout à l'heure, à Matignon, le Président du Brésil, Felipe Enrique Cardoso, un grand francophone et francophile.

Je suis heureux de cette halte ici après une journée consacrée au dernier forum en métropole sur l'avenir de l'Union Européenne, auquel Pierre Moscovici, par son travail en tant que Ministre des Affaires Européennes, a beaucoup contribué. J'ai été accueilli à déjeuner par Edmond Hervé, le Maire de Rennes, par plusieurs parlementaires et élus de cette agglomération. Je vois quelques visages amis qui nous ont rejoints.

Il y a dans le fait que nous soyons ensemble quelques courtes dizaines de minutes un acte symbolique. Comme Premier Secrétaire du PS, de 1981 à 1988 — Jean-Claude du Chalendar s'en souvient puisqu'il était Premier Secrétaire Fédéral de cette Fédération ; lui est resté, moi, je n'ai pu



rester [rire dans la salle] —, comme Premier Secrétaire du PS pour les premiers gouvernements de gauche, celui de Pierre Mauroy après la victoire de François Mitterrand, puis de Laurent Fabius, j'ai été amené à dire constamment aux Ministres en poste : « Allez au contact des militants. Vous avez vos voyages de gouvernement. Vous avez des programmes officiels, vous devez rencontrer l'ensemble des élus dans un esprit républicain. Mais vous devez trouver aussi le temps où vous pourrez vous joindre avec les militants, ou à tout le moins rencontrer la CEF ou le Bureau Fédéral ou au moins le Premier Secrétaire Fédéral ». J'ai été souvent écouté parfois il y a eu des interruptions comme ce... [un bébé se met alors à pleurer]. C'est une militante ou un militant, c'est une jeune militante qui commence extrêmement tôt puisque, à mon avis, elle a trois semaines, un mois ? Un peu plus quand même. Je n'ai plus l'œil ! J'ai été souvent écouté, mais enfin ça a été parfois un peu difficile. Il est normal qu'étant Premier Ministre je me rende aussi à ces rendez-vous militants.

On ne devrait jamais écrire de livres, cher Jean-Claude, parce qu'on vous en rappelle le titre. Les titres ont l'air d'être des professions de foi : « l'invention du possible ». Cela fait quatre ans et demi que je dirige un gouver-

nement de la gauche plurielle et l'on a envie de me dire « inventes-tu le possible ? » J'espère.

Plutôt que de me référer à mon livre, ce qui serait immodeste, je vais me référer à celui que tu m'as offert qui s'intitule « Les outils de la passion ». Je pense qu'on a les outils pour les rendez-vous qui viennent. Ensuite, il faudra y mettre la passion.

Les outils, c'est un bilan, un travail

nement à plein temps, d'hommes et de femmes de qualité qui se sont consacrés à leur tâche. Ils n'ont pas voulu faire une flambée de réformes pour avoir à faire ensuite les tourments de la rigueur. Ils ont essayé de conduire, dans la durée, une vraie politique de gauche, au sein d'une majorité plurielle dont la force structurante était le Parti Socialiste. Nous avons un bilan de travail qu'il faut comparer à ce qui a été fait avant nous, à ce qui n'a pas été fait ou à ce qui a été fait au contraire de ce qui avait été proclamé. Ça, c'est un premier outil.

Le deuxième outil, c'est un projet. On va aller à un double rendez-vous : présidentiel puis législatif. Le travail que vous accomplissez, auquel François Hollande, le Premier Secrétaire, Martine Aubry, chargée du projet, œuvrent aujourd'hui, va être débattu dans l'ensemble des fédérations. Déjà, vous avez apporté votre réflexion à travers les conventions thématiques et colloques, tel celui du samedi 27 octobre consacré aux problèmes de sécurité. Par ce travail d'élaboration collective,



accompli pendant quatre ans et demi avec sérieux, par des ministres hommes et femmes de qualité. Ils n'étaient pas à mi-temps. Je leur ai dit : « c'est une tâche à plein temps et la République appelle que vous vous y consacriez totalement ». C'est un gouver-

nous aurons un projet pour ces deux rendez-vous. Le programme législatif gouvernemental pour un mandat de cinq ans et le projet de la ou du candidat à l'élection présidentielle ne seront pas identiques, car l'homme ou la femme, qui aura à porter nos cou-

leurs, aura à apporter justement sa couleur, sa qualité, sa personnalité et sa vision. Mais ce travail commun, fait par les militants, par les responsables, par les élus du Parti, sera un deuxième outil que les députés auront à décliner.

Le troisième outil, c'est ces hommes et ces femmes de gauche qui ont constitué ce gouvernement. Malgré la composition plurielle du gouvernement, les discussions, les difficultés, les évolutions des formations, celle du PC pour faire sa rénovation, celle des Verts pour faire l'apprentissage de la responsabilité, ces formations sont restées ensemble. Elles ont apporté dans le gouvernement des hommes et des femmes qui ont démontré leur capacité à gérer. Ces personnalités soutiennent largement la comparaison avec ceux qui, légitimement, visent à faire leurs propositions aux Français et avec ceux qui déjà se disputent mon poste. C'est difficile, ils ne devraient pas à mon avis se précipiter tant je



peux vous le dire : quatre ans et demi, il faut tenir. Peut-être n'auront-ils pas quatre ans et demi ; peut-être n'auront-ils pas du tout le poste en question. Nous verrons bien. Ce troisième outil, ce sont ces équipes.

Le dernier outil, c'est évidemment le Parti Socialiste : ses militants expérimentés et trempés, ses jeunes qui nous rejoignent dans cette région, dans cette agglomération rennaise, à partir notamment du foyer intellectuel des universités et qui vont nous aider à porter un mouvement de conviction, un travail de conviction dans ces élections qui viennent.

Nous aurons les outils. Nous aurons les candidats et les candidates pour tous les postes. Il nous faudra y mettre la passion, pas la violence, pas l'hostilité à l'autre, pas l'irrationnel, mais une vraie passion intelligente : la passion de son peuple, la passion de notre pays, la passion de la justice,

la passion de la liberté. Il faudra effectivement dans cette campagne être capable de nous montrer non pas tièdes, non pas timides, non pas timorés, non pas hésitants face aux attaques de la droite, mais véritablement des hommes et des femmes portés par une passion, par une conviction celle de la gauche, celle des socialistes.

Il faut se souvenir que le temps est en politique une donnée, un matériau. Et il faut être capable de l'utiliser avec intelligence. Un certain nombre d'entre vous ont participé aux batailles qu'a conduites François Mitterrand, notamment en 1981. Ce sens du temps, ce sens du moment opportun, il l'avait ; nous l'avons acquis avec lui, et je l'ai acquis à ses côtés. Je suis dans ma tâche gouvernementale. Particulièrement dans la situation ouverte par les événements du 11 septembre, cette tâche gouvernementale, j'ai l'intention de continuer à l'accomplir. D'ailleurs les Français ne comprendraient pas que je ne l'accomplisse

pas avec ceux qui m'entourent, avec le sens du devoir qui s'impose à cette charge. C'est mon devoir, j'ai été élu pour cela, nous avons gagné pour cela ; nous passerons l'année.

S'ouvrira alors l'année 2002. Vous connaissez le calendrier du Parti. Il va mener une campagne sur le bilan au cours du mois de novembre. Il va mener ensuite une campagne sur le projet en janvier. Viendra l'heure des confrontations décisives devant notre peuple. Nous aurons nos candidats, nos candidates. Nous aurons passé les accords équilibrés avec les autres forces et, en même temps, nous défendrons nos intérêts, c'est le Parti qui le fera sous la direction de François Hollande. Je ne m'en mêlerai pas, j'accompagnerai votre démarche. Puis, à un moment donné, nous entrerons dans la confrontation et soyez sûrs que si vous, vous ne manquerez pas de passion, moi non plus. »

Universités d'été de la Rochelle



*Du travail, des échanges mais aussi des moments festifs où l'on côtoie ministres et dirigeants dans la bonne humeur.
Annie Le Poezat (Vitré), Brigitte Maréchal (Betton)
et Armelle Bretonnet (Saint-Grégoire) avec Lionel Jospin et François Hollande*

La traditionnelle université d'été qui regroupe élus, membres du mouvement des jeunes socialistes et militants du PS, s'est déroulée à La Rochelle les 31 août, 2 et 3 septembre.

Une fois de plus la fréquentation a battu tous les records et malgré les efforts d'aménagement pour accueillir un nombre plus important de militants certains n'ont pu y participer. Quand on a eu la chance de vivre cet événement, on peut aisément comprendre un tel engouement.

Tables rondes et ateliers se succèdent et permettent de dialoguer avec les dirigeants du PS et les ministres. De nombreux thèmes de société sont abordés lors des différents ateliers : l'environnement, la culture, la vie associative, les médias, la famille, la sécurité... Il n'est d'ailleurs

pas toujours aisé de choisir ! Cette université d'été était la dernière avant les échéances présidentielles et législatives et l'élaboration du projet 2002 a été le thème essentiel.

Les discours de clôture de François Hollande et de Lionel Jospin nous ont permis de mesurer combien les réformes engagées par le parti socialiste ont été importantes. Il est toujours bon de se le rappeler...

Le sérieux et la détermination de nos élus n'ont fait que renforcer notre engagement à leur côté. Nous quittons La Rochelle avec la volonté accrue de les accompagner dans l'élaboration du projet socialiste qui nous permettra d'aborder en toute sérénité les échéances de 2002.

Brigitte MARÉCHAL

Colloque National Education et Formation du 13 octobre 2001

Dans le cadre du Projet socialiste, ce colloque s'est déroulé à la Villette autour de quatre tables rondes dans lesquelles figuraient notamment des syndicalistes et divers experts.

Les interventions de Jacques Delors, des ministres Elizabeth Guigou, Jack Lang et Jean-Luc Mélenchon sont venues enrichir le débat et préciser certains points.

Deux idées fortes se dégagent :

— le droit à la formation tout au long de la vie deviendrait comme un droit fondamental qui serait comme un droit universel, une «couverture éducative universelle».

— créer une école de l'exigence,

- développer une forte ambition pour l'École de la République, au service de l'égalité, de l'intégration et des règles de la démocratie.

- adapter l'Education aux données actuelles de la société par la prise en compte des mutations géo politiques et technologiques avec des exigences de mobilité et de connaissances.

L'École doit former des acteurs de la société. Des inquiétudes sont apparues lors des débats car il apparaît que l'école ne serait pas le lien d'égalité des chances que nous préconisons mais au contraire deviendrait un instrument d'inégalité.

Il conviendrait donc de réfléchir à créer une «appétence» de formation qui saurait conserver au sein du système éducatif tout le monde.

Jack Lang se pose la question d'une obligation scolaire à partir de 5 ans et jusqu'à 18 ans (actuellement 6-16 ans).

Jean-Luc Mélenchon insiste sur une école qui doit être le lieu d'acquisition de compétences générales base d'une bonne adaptation aux postes de travail.

Il répète que les qualifications indispensables à la reconnaissance dans le monde du travail doivent rester nationales.

Le projet de budget 2002 en augmentation en ce qui concerne l'Education devrait permettre de dégager des moyens pour mettre en œuvre les objectifs prévus au projet.

Marie-France Kerlan
secrétaire Fédérale
déléguée à la Programmation des Débats

Le Maire de Redon s'est pris les pieds dans le tapis

L'affaire était à peine croyable. On pouvait penser que dix ans après la loi sur les financements politiques et trois ans après l'annulation de l'élection cantonale de Bruz, l'ensemble des candidats du département avaient compris que l'on ne pouvait plus utiliser les moyens publics pour sa promotion en période de campagne électorale.

Pourtant à Redon, le premier adjoint, candidat à la succession d'Alain Madelin, a ignoré cette interdiction ; il a utilisé allégrement les moyens de la ville, de la communauté de communes qu'il présidait déjà, du conseil général au sein duquel il était déjà vice-président, et même du CCAS au sein duquel... il n'avait aucun mandat ! Distraction ? Ignorance ? Bonne foi ? Difficile d'y croire quand on sait que le candidat est un ancien sous-préfet et actuel juge en juridiction d'appel du Tribunal Administratif de Nantes...

Depuis 1990, les lois de financement des élections réglementent la communication des collectivités publiques six mois avant une élection et leur interdisent de participer aux campagnes électorales. Ainsi, aucune campagne de promotion publicitaire sur les réalisations ou la gestion d'une collectivité ne peut être organisée durant cette période. Cette loi protège l'égalité entre les candidats.

Or, à Redon, tout au long de la campagne, nous avons constaté une utilisation permanente des moyens de la collectivité, sans vergogne : ce sont surtout quatre actions promotionnelles qui ont justifié notre protestation près du Tribunal Administratif.

Le 1^{er} décembre 2000, organisation de deux concerts gratuits de l'Orchestre de Bretagne avec le soliste Patrice Fontanarosa ; à l'invitation explicite du candidat Jean-Marie Bollé qui a pris la parole pour valoriser sa politique culturelle. 350 élèves et 660 adultes ont assisté à ces concerts. Les juges administratifs ont constaté que ces concerts gratuits n'avaient pas été inscrits dans la programmation culturelle 2000-2001 du Théâtre de Redon géré par la communauté de communes. Ces concerts ont été financés par le Conseil Général dans un avenant décidé en CP du 23 octobre 2000, en présence de Monsieur Bollé, vice-président.

Le 20 janvier 2001, organisation d'une porte ouverte à la piscine, sans délibération de la communauté de communes, sur décision personnelle et à l'invitation du seul candidat Bollé. Le Tribunal a estimé que cette opération était au profit du candidat et que c'est l'effet électoral qui a guidé sa décision.

Pose de panneaux de promotion d'une esquisse architecturale pour la rénovation d'une friche industrielle, en l'absence de projet réel. Le Tribunal a estimé que cette opération n'était pas condamnable.

Envoi d'une lettre à 84 résidents et à leur famille (222 lettres), quatre jours avant le scrutin, pour justifier la gestion d'un foyer logement par le CCAS, alors même que le candidat n'avait aucune fonction au sein du CCAS. Le Tribunal a réintégré ces frais dans le compte de Monsieur Bollé. Compte tenu de l'intervention personnelle de Jean-Michel Bollé dans ces manifestations et de leur proximité avec le scrutin, le Tribunal a considéré qu'il avait «bénéficié de la part du département, de la communauté de communes, de la ville de Redon et de son CCAS d'avantages prohibés».

Ces avantages ont été estimés à 113 000 F, à ajouter aux 25 000 F des dépenses officielles de Monsieur Bollé (notre compte était quant à lui arrêté à 79 000 F). Le Tribunal administratif a donc rejeté le compte de campagne de Monsieur Bollé et l'a rendu inéligible à la fonction de conseiller municipal et donc de maire de Redon, sans dissoudre pour autant le conseil municipal, compte tenu de l'écart de 5% au résultat.

Justice a été rendue sur les faits. Politiquement nous voulions marquer un coup d'arrêt à des pratiques locales de plus en plus insupportables : mépris des textes, mépris des assemblées délibérantes, mépris de l'opposition que l'on considère incapable d'aller au-delà de protestations de principes...

Redon et le Pays de Redon ne vivent pas encore vraiment en démocratie : après la période des hobereaux et notables tutélaires, Alain Madelin a imposé depuis 23 ans le modèle du «grand fait-tout», Jean-Michel Bollé a cru que cela pouvait aussi se décliner en style «gouverneur de colonie». Mais nous ne sommes pas des chefs de tribu qu'il suffit d'acheter ou de mater, nous militons pour que nous entrions enfin dans une démocratie moderne, transparente et participative. Cela exige un travail politique constant, compliqué du fait du découpage entre les trois départements.

Je veux aussi remercier la fédération, et tout particulièrement Jean-Pierre Leborgne pour l'aide très précieuse et déterminante qu'il m'a apporté pour conduire cette bataille juridique.

Jean-René MARSAC
Conseiller Régional de Bretagne,
Conseiller Municipal de Redon.